

REPUBLIQUE DOMINICAINE : FICHE PAYS – JANVIER 2024

Catégorie OCDE (2022) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BB / Ba3 / BB-

Change : Peso dominicain (DOP) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Infrastructures touristiques modernes et destination prisée
- Accords de libre-échange avec l'Union européenne et les Etats-Unis
- Population jeune et fortement urbanisée
- Attractivité vis-à-vis des IDE

FAIBLESSES

- Forte dépendance à l'égard de l'économie américaine
- Faiblesse des recettes publiques
- Part faible de travailleurs qualifiés
- Inégalités et niveau de pauvreté encore élevé

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2023, l'activité ralentirait (croissance de +3% après +4,9% en 2022). Le niveau d'inflation, resté élevé sur la première partie de l'année, a pesé sur la consommation des ménages, tandis que la hausse des taux a affecté l'investissement, dans le secteur de la construction en particulier. Pour 2024, la perspective de croissance est bien orientée, à +5,2%. Le pouvoir d'achat des ménages devrait bénéficier du repli de l'inflation, du dynamisme des transferts de fonds de travailleurs expatriés, ainsi que du maintien des subventions publiques (carburants, électricité) au moins jusqu'aux prochaines élections en mai. L'assouplissement monétaire favoriserait l'investissement, tandis que les exportations, or en particulier, bénéficieraient de prix soutenus. La possibilité d'un ralentissement plus important que prévu de l'économie américaine (1^{ère} source de recettes touristiques et de transferts) constitue cependant un aléa.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public s'est réduit progressivement mais reste supérieur au niveau d'avant pandémie, prévu à 3,2% du PIB en 2023 (contre 2,9% du PIB en moyenne entre 2016 et 2019). Une loi est cependant à l'étude, visant notamment à élargir la base des recettes (autour de 15% du PIB actuellement) ce qui pourrait favoriser la diminution du déficit ainsi qu'une réduction de la dette publique.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant devrait diminuer, prévu à 3,7% du PIB en 2023 (après 5,6% du PIB en 2022), favorisé par le dynamisme des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs expatriés, ainsi qu'à la baisse de la facture énergétique (dérivés du pétrole). Cette tendance devrait se poursuivre en 2024. La dette externe est estimée à environ 40% du PIB, dont près de 80% de part publique. Le niveau satisfaisant des réserves de change et la maturité plutôt longue de la dette contribuent à la solvabilité externe du pays. Le rating souverain du pays a d'ailleurs été réhaussé par l'agence S&P en 2022 à BB et dispose d'une perspective positive selon deux autres agences de notation. Le peso reste par ailleurs relativement résilient, malgré la hausse des taux américains, grâce à la diminution du déficit courant et les entrées d'IDE.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire reste rentable et bien capitalisé. Le crédit accordé aux entreprises et aux ménages reste cependant encore relativement faible, soit moins de 30% du PIB du pays.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le président Luis Abinader est donné favori pour remporter un deuxième mandat présidentiel lors des élections présidentielles et législatives, prévues en mai 2024. Il devrait ainsi poursuivre les efforts afin de réduire les lourdeurs administratives, promouvoir une plus grande flexibilisation du marché de l'emploi, lutter contre la corruption et la criminalité et poursuivre le développement des infrastructures du pays.
- **Climat des affaires** : Le président Abinader a poursuivi l'agenda pro-business de la précédente administration afin d'attirer les investissements visant à soutenir les infrastructures et le secteur de l'énergie du pays. Malgré une perception de la corruption encore élevée, d'importants progrès ont été réalisés par l'actuel gouvernement (renforcement des institutions publiques via la destitution des ministres soupçonnés de corruption, amélioration du système judiciaire local, plus de transparence budgétaire).

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le pays est très vulnérable au changement climatique, comme la plupart des pays de Caraïbes, avec la montée prévue des eaux et l'occurrence de plus en plus fréquente d'ouragans. En 2021, le pays a mis en place son « Pacto Electrico » qui vise à prioriser les projets d'énergies renouvelables, de mieux contrôler l'exploitation de la centrale à charbon de Punta Catalina, ainsi que l'efficacité énergétique.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Or, articles de bijouterie	20,6%	Pétrole (Gaz, huile)	15,8%	Etats-Unis	55,3%	Etats-Unis	42,1%
Machines, appareils électriques	10,7%	Machines, appareils mécaniques	8,3%	Haïti	8,3%	Chine	16,1%
Instruments, appareils médicaux	10,5%	Matières plastiques	7,5%	Suisse	7,5%	Mexique	3,9%
Tabacs, cigares	9,7%	Machines, appareils électriques	7,3%	Inde	4,5%	Brésil	3,5%
Fonte, fer et acier	5,1%	Véhicules	7,2%	France (23ème)	0,3%	France (17ème)	0,9%

Source: Crucead

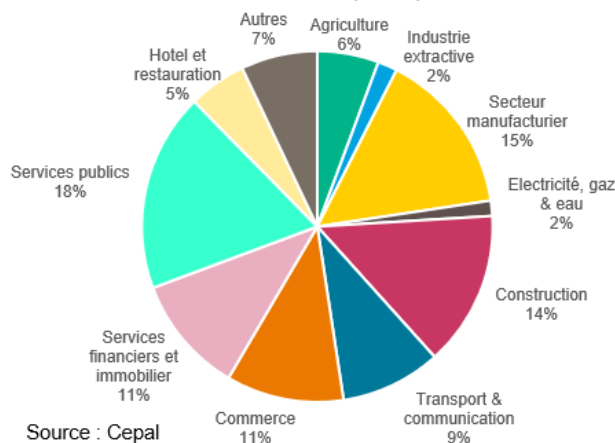


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

REP DOMINICAINE	2019	2020	2021	2022	2023 (p)	2024 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	89	79	94	114	121	128
<i>Rang PIB mondiale</i>	70	69	70	70	67	69
Population (Mns)	10,4	10,4	10,5	10,6	10,7	10,8
<i>Rang Population mondiale</i>	85	85	85	85	85	84
PIB / habitant (USD)	8 595	7 554	8 963	10 711	11 249	11 825
Croissance PIB (%)	5,1	-6,7	12,3	4,9	3,0	5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,8	3,8	8,2	8,8	4,9	4,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	55,9	56,9	57,1	68,8	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^d	40,4	56,6	50,4	45,4	45,7	47 ^e
Solde public (% PIB)	-3,5	-7,9	-2,9	-3,2	-3,2	-3,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	17,7	21,6	19,0	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,3%	-1,7%	-2,8%	-5,6%	-3,7%	-3,5%
IDE (% du PIB)**	3,4%	3,2%	3,4%	3,5%	3,1%	3,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	5,2	7,5	6,1	5,4	7,7	8,4
Dette extérieure totale (% PIB)**	38%	51%	46%	39%	36%	35%
Dette extérieure CT (% PIB)*	2,8%	2,8%	2,4%	NA	NA	NA
Taux de change***	51,3	56,5	57,2	55,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,4	18,2	14,6	19	NA	NA
Taux de NPL	1,6	1,9	1,3	1,1	NA	NA
ROE	19,1	15,6	20,7	23	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	98	112	102	102	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	115	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	92	83	84	82	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	93	96	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T.Reuters. a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Direccion General de Credito Publico (part du gouvernement central); e: Projet de loi budgétaire pour 2024.

République Dominicaine : part des secteurs
dans le PIB (2021)





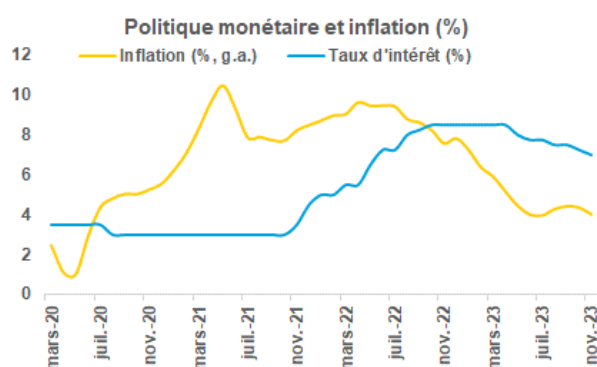
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Vers une accélération de l'activité en 2024

La croissance économique de la République Dominicaine est attendue à **+3% en 2023** (après +4,9% en 2022). Elle a été revue à la baisse en cours d'année¹, affectée **par la modération d'une part de la consommation**, en raison d'une inflation élevée sur la première partie de l'année, **et d'autre part de l'investissement**, dans un contexte de taux d'intérêt en hausse, affectant notamment la construction.

Pour 2024, la perspective de croissance est à ce stade bien orientée, à **+5,2% selon le FMI**². Le repli de l'inflation (à 4,2% en moyenne selon l'institution), une poursuite de l'amélioration du marché de l'emploi³, ainsi que des transferts de fonds des travailleurs expatriés⁴ prévus encore dynamiques, devraient soutenir la consommation des ménages. Certaines dépenses publiques (subventions au prix de l'électricité et du carburant en particulier) devraient par ailleurs perdurer à l'approche des élections présidentielles de 2024, et également soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

L'assouplissement monétaire en cours (le taux directeur est passé de 8,5% à 7 % en novembre dernier) et la baisse du taux des réserves obligatoires devraient par ailleurs stimuler le crédit et l'investissement, dans le secteur de la construction en particulier.



Du côté du commerce extérieur, les exportations de marchandises, l'or en particulier, devraient encore bénéficier de prix soutenus.

Les perspectives du pays dépendent toutefois de l'ampleur du ralentissement des États-Unis (1^{er} client à l'export, 1^{ère} source de transferts de fonds des travailleurs expatriés, 1^{ers} visiteurs du pays).

• Une croissance prévue dynamique sur les prochaines années

À moyen terme, la République Dominicaine devrait afficher la croissance la plus dynamique au sein des Caraïbes, à 5 % en moyenne entre 2024 et 2028⁵.

Le secteur du tourisme (qui représentait environ 15% du PIB du pays en 2019 et a absorbé 26% du total d'IDE en 2022) devrait tirer profit d'importants investissements de modernisation des stations balnéaires du nord-est du pays, des infrastructures de transports, de l'hôtellerie, ainsi que de l'accès facile au pays depuis l'Amérique du Nord (1^{er} client du pays).

Le secteur manufacturier, notamment la fabrication d'instruments et d'appareils médicaux, devrait quant à lui bénéficier d'accords de libre-échange avec les États-Unis (CAFTA) et l'Union européenne, d'une fiscalité avantageuse et d'une main-d'œuvre encore peu coûteuse.

Le secteur minier de l'or devrait rester porteur et rester clé pour les exportations de marchandises. Les réserves d'or non encore exploitées continuent par ailleurs d'attirer les investisseurs.

Le potentiel de croissance du pays resterait cependant contraint par un faible investissement en compétences et innovation. Le manque de travailleurs qualifiés et une productivité encore faible peut notamment freiner l'installation d'industries à plus forte valeur ajoutée. La localisation du pays dans la « hurricane belt », le rend aussi particulièrement vulnérable au changement climatique.

• Un secteur bancaire solide

Le secteur est constitué de 48 entités financières, dont les plus importantes sont les banques *Banreservas*, *Banco Popular* et *Banco BHD* qui détiennent 67% de parts de marché local. La taille du secteur bancaire demeure relativement faible. Le portefeuille brut de crédit n'a représenté ainsi que 29,2% du PIB en 2022. Le crédit accordé en devises (USD) représente 22% du portefeuille des prêts sur cette période et ne constitue pas une source d'inquiétude. Le taux de prêts non performants (NPL) atteint 1,1% en 2022 et demeure en dessous du niveau de 2019 (à 1,6%). La rentabilité bancaire s'est également améliorée avec un ROE à 23% (contre 19,1% en 2019) et un ROA à 2,6% (contre 2,3% avant crise sanitaire).

2. FINANCES PUBLIQUES

• Le déficit public resterait élevé à court terme

Le déficit public s'établirait en 2023 au-dessus de la moyenne d'avant crise sanitaire (3,2% du PIB contre 2,9% en moyenne sur 2016-2019).

Le gouvernement a annoncé un resserrement graduel de la politique budgétaire sur la période 2023 et 2026 pour

¹ Le FMI prévoyait une croissance de 4% pour la République Dominicaine en mai 2023.

² WEO, octobre 2023

³ Le taux de chômage est passé de 6,2% au T1 2022 à 5,4% au T3 2023. A noter cependant que le taux d'informalité du marché de l'emploi reste élevé (56,7% de la population active).

⁴ Les transferts de fonds de travailleurs expatriés ont augmenté de 4,2% à 5,9 Mds d'USD sur les 7 premiers mois de 2023.

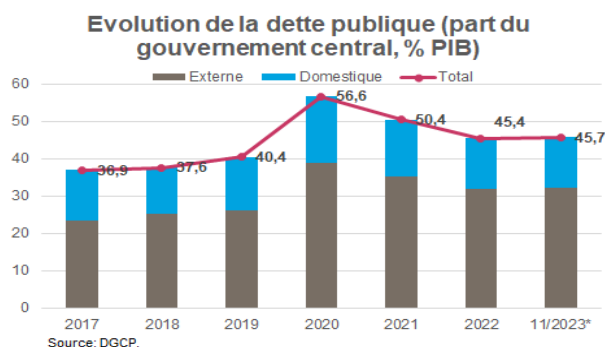
⁵ Prévisions du FMI (WEO, octobre 2023).



assurer le financement durable des programmes sociaux et des projets d'équipements publics. La loi sur la responsabilité budgétaire, approuvée par le Sénat en août 2023, est en discussion à la chambre des députés. Elle vise à l'élargir l'assiette des recettes, qui reste faible (environ 15% du PIB) et ancrer l'objectif d'assainissement budgétaire. Conjuguée à la diminution progressive des subventions aux carburants et à l'électricité, elle permettrait de réduire le déficit dès 2025. Pour 2024, le déficit est prévu à 3,1% du PIB, à ce stade⁶.

Le risque de dérapage n'est en outre pas à écarter à l'approche des élections générales prévues en mai 2024. Candidat à sa réélection, le président Abinader pourrait en effet être tenté d'augmenter les dépenses afin de soutenir la croissance et sa popularité auprès des électeurs. A noter par ailleurs que **le déficit du secteur de l'électricité**, lié à l'augmentation des pertes (fuites de transport, vols, non facturation) **pourrait aussi exiger plus de soutien financier public aux distributeurs d'électricité**, dont le coût des transferts est estimé à près de 1,4% du PIB en 2023.

- **Une dette publique qui resterait au-dessus de la moyenne d'avant crise sanitaire**



La dette publique consolidée est prévue à 59,7% du PIB à fin 2023, selon les données du FMI⁷. **La dette du gouvernement central s'élevait à 45,7% du PIB en novembre 2023** (cf. graphique ci-dessus). Après avoir atteint un pic à 56,6% du PIB en 2020, **elle se réduit progressivement mais resterait à moyen terme supérieure au niveau d'avant pandémie (40,4% du PIB en 2019).** **La part externe demeure majoritaire à 70% du total** de la dette publique (Cf. Position externe). Le recours à l'emprunt en monnaie locale a eu cependant tendance à augmenter. La loi sur la responsabilité budgétaire, si approuvée, devrait permettre d'ancrer les perspectives de réduction de la dette, avec une cible de 40% du PIB à l'horizon 2035.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vers une réduction du déficit courant**

Le déficit courant devrait se réduire à 3,7% du PIB en 2023 (après 5,6% du PIB en 2022). Le dynamisme des recettes touristiques et d'envois de fonds des travailleurs

expatriés, conjugué à la baisse des importations de carburant ont compensé en partie le ralentissement des exportations de marchandises vers Haïti, à la suite de la fermeture de la frontière avec ce pays.

Le déficit devrait être financé par les entrées solides d'IDE, qui ont atteint près de 4 Md\$ en 2023, soit environ 3,5% du PIB. Les IDE sont majoritairement destinés aux secteurs du tourisme et de l'énergie.

En 2024, le déficit courant devrait légèrement diminuer, prévu autour de 3,5% du PIB selon le FMI. Un ralentissement plus important que prévu des principaux partenaires commerciaux, les Etats-Unis en particulier, pourrait toutefois pénaliser les exportations de services (tourisme en particulier).

- **Une monnaie relativement résiliente**

Le peso de République Dominicaine est resté relativement résilient face au dollar, malgré la hausse des taux américains. Il s'échangeait en moyenne autour 56,2 pesos pour 1 USD en 2023 (contre 57,2 pesos pour 1 USD en 2022). Les flux d'IDE entrants, le dynamisme du secteur touristique, ainsi que la diminution du déficit courant ont contribué à la résilience de la monnaie.



Pour 2024, des aléas entourent les perspectives d'évolution de la monnaie. Une hausse de la facture énergétique et, partant, du déficit courant, alimenterait les pressions baissières. En revanche, la réouverture partielle de la frontière avec Haïti en octobre dernier, qui favorise les exportations de marchandises du pays, de même que le dynamisme attendu du tourisme et des flux d'IDE, soutiendraient le cours de la monnaie.

La banque centrale dispose par ailleurs d'un niveau de réserves de change satisfaisant, autour de 15 Md\$ en octobre 2023 (soit 5,2 mois d'importations) lui **offrant une marge de manœuvre pour intervenir sur le marché du change en cas de besoin.**

- **Une dette externe en progression**

La dette externe de République Dominicaine est estimée à 40,5% du PIB en 2022, dont environ 32% du PIB de part publique. **Les réserves de change satisfaisantes, la baisse progressive de la part de la dette publique émise en devises, une maturité de la dette de plus long terme⁸**, ainsi que des bonnes perspectives de croissance ont contribué au maintien de perspectives positives pour la République Dominicaine

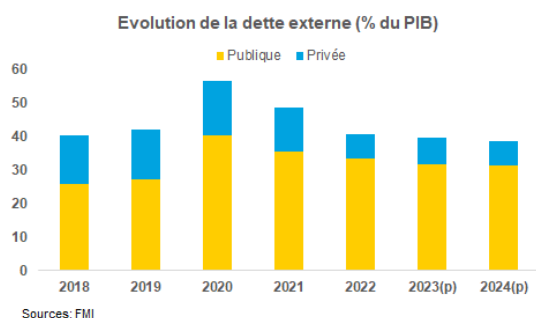
⁶ Source : WEO, octobre 2023.

⁷ Source : WEO, octobre 2023.

⁸ Près de 90% de la dette dispose d'une maturité supérieure à 5 ans.



par les agences de notation Fitch et Moody's. Le maintien de la note souveraine du pays a par ailleurs été confirmé par l'agence S&P à BB⁹.



4. ASPECTS POLITIQUES

- Le président Luis Abinader devrait être reconduit à la tête du pays

Au pouvoir depuis 2020, le président Luis Abinader est donné favori pour remporter un 2^e mandat présidentiel lors des prochaines élections présidentielles et législatives, prévues en mai 2024. Le président et son parti, le *Partido Revolucionario Moderno* (PRM) disposent en effet d'une bonne popularité, grâce aux bonnes performances économiques du pays.

Il devrait ainsi poursuivre les efforts afin de réduire les lourdeurs administratives, promouvoir une plus grande flexibilisation du marché de l'emploi, lutter contre la corruption et la criminalité, et le développement des infrastructures du pays. Une deuxième phase du projet de réforme fiscale, dont la première est en cours de discussion, devrait être présentée si le président Abinader est réélu.

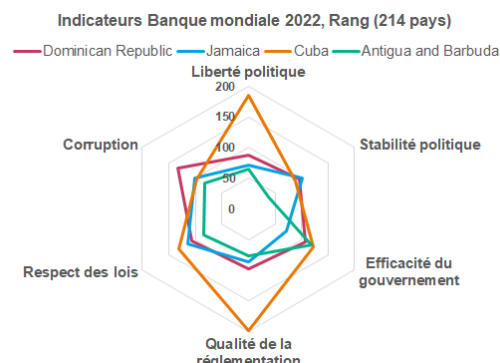
Sur le volet social, l'arrivée de migrants haïtiens demeure une source de tensions au sein de la population dominicaine et exercent une pression sur les services sociaux du pays. La pauvreté¹⁰ et les inégalités restent fortes par ailleurs, faisant peser des risques de stabilité sociale du pays.

- Un climat des affaires en amélioration

Le climat des affaires bénéficie depuis plusieurs années de politiques pro-marché dans le but d'attirer les IDE pour soutenir les infrastructures et le secteur de l'énergie (pour ce secteur, le Pacto Eléctrico est une grande avancée, cf. *infra*). La structure de la fiscalité demeure cependant complexe et la réglementation actuelle manque de clarté, désincitant les investissements. Le gouvernement Abinader a cependant réalisé d'importants progrès dans le renforcement des institutions publiques en destituant les ministres soupçonnées de corruption, en améliorant la transparence budgétaire et le système judiciaire local.

Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale soulignent également une amélioration en matière de corruption, d'efficacité du gouvernement

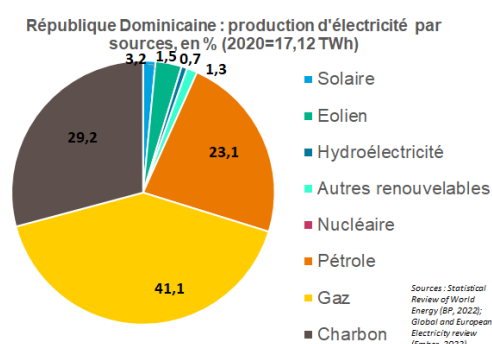
et des respects des lois. La perception de la corruption resterait cependant un peu plus élevée que celle d'autres pays des Caraïbes (cf. Graphique ci-dessous).



5. POLITIQUE CLIMAT

Signataire de l'accord de Paris, la République Dominicaine ne s'est pas fixée d'horizon de neutralité carbone mais s'est engagée à réorienter la composition de la production électrique vers les sources renouvelables.

La production d'électricité du pays était en effet à 93% en provenance des sources fossiles (gaz, charbon et pétrole) en 2020 (cf. graphique ci-dessous). Importateur net d'énergie, la République Dominicaine est ainsi très vulnérable à la hausse du prix de l'énergie.



Pour offrir au secteur électrique une meilleure résilience face au changement climatique, le pays a mis en place un « Pacto Eléctrico » en 2021, qui vise à prioriser les projets d'énergies renouvelables, mieux contrôler l'exploitation de la centrale à charbon de Punta Catalina (prise de participation de l'Etat), baisser les coûts de production avec l'ouverture du marché aux investisseurs étrangers et améliorer l'efficacité énergétique. La réduction des pertes dans le réseau de distribution resterait par ailleurs une des priorités du futur gouvernement.

Le pays est très vulnérable au changement climatique, comme la plupart des pays des Caraïbes, avec la montée prévue des eaux et la présence de la majorité de sa population sur des zones côtières, régulièrement frappées par des ouragans. Les dégâts annuels sont ainsi estimés à environ 0,5% du PIB en moyenne sur la période 2001-2021, selon le FMI.

⁹ Standard & Poor's reaffirms Dominican Republic's 'BB' rating with stable outlook ([dominicantoday.com](https://www.dominicantoday.com))

¹⁰ La pauvreté toucherait encore près de 23% de la population, mais l'extrême pauvreté a été presque éradiquée.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.